

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-L-alliance-entre-le-macrisme-le-trio-mediatique-et-l-ambassade-US-s-approfondit>

Argentine : L'alliance entre le macrisme, le trio médiatique et l'ambassade US s'approfondit.

- Argentine -

Date de mise en ligne : samedi 6 novembre 2021

Description :

Argentine : L'alliance entre le macrisme, le trio médiatique et l'ambassade US s'approfondit. La DAIA et le nouveau Braden... Jorge Elbaum

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Mardi 19 octobre, s'est tenue une réunion consultative, convoquée par la [Délégation des associations argentines-israélienne \(DAIA\)](#) pour légitimer le recours contre la décision du Tribunal Oral Fédéral 8, qui avait statué il y a une semaine le non-lieu des 11 accusés. La convocation n'avait pas un caractère massif : seulement deux douzaines d'activistes sans mandat institutionnel, sommés de faire du nombre et d'organiser une sorte d'assemblée informelle.

Lors du conclave, convoqué par le chef de la Délégation, [Jorge Knoblovits](#), les objections de deux secteurs participant à la DAIA ont été rendues publiques : celle des religieux orthodoxes - qui dirigent actuellement l'AMIA - et celle de [MERETZ](#), organisation liée au sionisme socialiste. Cette dernière était chargée de diffuser une lettre sévère dans laquelle elle précisait que « le « [Memorandum of understanding between Argentina and Iran](#) » a été signé par le Pouvoir Exécutif dans sa sphère discrétionnaire et ratifié par le Congrès National (...) La DAIA ne doit être le véhicule d'aucune expression de parti politique, dans la lutte politique nationale, qui malheureusement, au cours des dernières décennies, s'est fréquemment réglée dans les sphères judiciaires, ce qui affaiblit ce Pouvoir de la République et la démocratie dans son ensemble. Pour ces raisons, nous considérons que la DAIA n'a pas à faire appel de cette résolution et [doit] se dissocier d'une affaire dont elle n'aurait jamais dû faire partie. »

Knoblovits et son mentor, [Waldo Wolff](#), ont tenté de dissimuler et de rendre invisibles les remises en questions, faisant appel à la protection toujours prête du tiercé médiatique, déterminés à donner une continuité au spectre accusateur de Cristina Fernández de Kirchner (CFK) en tout cas. L'affaire du Memorandum, suggèrent-ils en coulisses, leur a permis d'associer le péronisme aux figures inquiétantes de la « trahison à la patrie » et de la « dissimulation » de l'attentat terroriste de 1994 visant l' [Association mutuelle israélite argentine \(AMIA\)](#). En fait, dans l'appel lancé par la DAIA, il est exprimé -comme fondement - que le dit dossier est intimement lié à une affaire « déclarée crime contre l'humanité et qualifiée de génocide par le Juge de l'affaire ».

La continuité de la persécution est conforme à l'offensive des secteurs de la droite locale qui conspirent pour empêcher le gouvernement populaire de se stabiliser, après les deux fléaux subis au cours des six dernières années : le Jaune (la présidence de [Mauricio Macri](#)) et le Covid. Pour être prolongée dans le temps, cette opération a nécessité, en décembre 2016, la complicité de l'ancien président Mauricio Macri lui-même, et du marieur [Mariano Borinsky](#), qui a rejoint la DAIA pour rouvrir une affaire qui avait été précédemment classée par le juge d'instruction Daniel Rafecas et les chambres de révision respectives. Concernant cette association -pas tout à fait licite-, le procureur Marcelo Colombo a déposé une accusation contre Borinsky et les membres du conseil d'administration de la DAIA, qui a été attribuée par tirage au sort à Sebastián Casanello, chef du Tribunal pénal et correctionnel 7.

À l'heure actuelle, le travail de la DAIA vise également à fournir une couverture au macrisme par rapport à la parade judiciaire qui a commencé jeudi dernier à Dolores et qui l'occupera sûrement dans les années à venir, concernant les accusations liées à [divers délits](#) : [espionnage](#), faillite de la [poste argentine](#) et en [dettement externe](#), entre autres. C'est un secret de polichinelle que la DAIA est prête à collaborer pour agiter des écrans de fumée dignes d'intérêt pour fournir une couverture à une droite de plus en plus homogénéisée autour des intérêts de Washington. Avec l'appel, on propose des plateformes de diffusion de la criminalisation politique (*lawfare*) contre des projets populaires, et il est possible d'assimiler et comparer - par un processus d'analogies et de parallèles - les infractions pénales (espionnage, surendettement, blanchiment d'argent, fuite) à des causes apocryphes et artificielles établies par des opérateurs de presse.

Les membres de la DAIA spéculent sur le fait que la droite récupérera le gouvernement en 2023, une situation qui les placerait dans une situation plus centrale par rapport à la politique étrangère, l'un des domaines auxquels ils accordent le plus d'intérêt compte tenu de leur éternel penchant pour tout ce qui entoure les [États-Unis](#). Les responsables des délégations diplomatiques étrangères basées à Buenos Aires caractérisent l'entité présidée par

Knoblovits comme faisant partie du dispositif officieux du Ministère israélien des Affaires Etrangères. Au cours de la semaine dernière, les *followers* de [Patricia Bullrich](#) [président du [PRO](#)] et Waldo Wolff ont célébré la nomination imminente de [Marc Stanley](#) en tant que prochain représentant du Département d'État en Argentine. Stanley est un militant de la droite démocrate du Texas - aux antipodes des activistes juifs de Bernie Sanders et Noam Chomsky - et se vante d'être indifférent aux pratiques d'occupation coloniale en Cisjordanie.

Le [candidat à être ambassadeur](#), dans sa présentation au Sénat des Etats-Unis, s'est montré décomplexé : dans un exposé interventionniste clair - en coïncidence conceptuelle et idéologique avec l'opposition macriste - il a osé commenter la politique économique intérieure (« ils n'ont pas encore de plan pour expliquer comment ils vont payer la dette ») et remis en cause la présence de la Chine dans la région : « Ce sera une priorité d'empêcher l'entrée de la technologie 5G de ce pays asiatique ».

L'espoir de la DAIA et du macrisme quant au rôle de Stanley est lié à l'intention d'empêcher, au niveau national, les possibilités de la reprise économique et, en même temps, de restreindre ou de limiter les négociations avec le *Fonds monétaire international*, de maintenir la menace du *défaut de remboursement*. Enfin, le candidat s'est interrogé sur le manque d'alignement du gouvernement d'Alberto Fernández contre les gouvernements du Venezuela, de Cuba et du Nicaragua.

Le retour du Livre Bleu

Pour favoriser et promouvoir cette articulation géopolitique, la DAIA et les têtes de l'association *Macriste/Larretistes* [[1](#)] sont revenus à la vieille tradition consistant à agiter le spectre de la judéophobie intrinsèquement associée au mouvement national et populaire. Ce fantôme a été utilisé par [Spruille Braden](#) en 1945, afin d'éviter la vague électorale provoquée par le 17 octobre. L'ambassade des États-Unis a financé et publié le [Libro Azul](#) mais il a été contesté par le [Libro Azul y Blanco](#), dans lequel les sophismes de Washington ont été systématiquement réfutés.

Lorsque la DAIA a décidé de déposer un recours, lundi 25 octobre, le [Llamamiento Argentino Judío](#) [**Appel Juif Argentin**] a publié un communiqué dans lequel elle précise que l'entité présidée par Knoblovits revendique « une représentativité qui lui fait défaut », pour devenir une courroie de transmission de :

« L'opposition politique au gouvernement national, en pleine campagne électorale (...) Il apparaît à nouveau comme évident que cette institution est l'un des bras politiques agissant pour Ensemble pour le changement et tente de faire croire à la société et à la communauté qu'il s'agit de la pensée unique des Juifs argentins. (...) La DAIA, dans son communiqué, insiste sur la falsification de la représentation de la communauté juive, en s'appropriant un héritage que des centaines de milliers de juifs argentins ignorent : ils ne sont PAS l'expression de la totalité -comme ils prétendent le prétendre- mais d'un secteur en phase avec des politiques néolibérales, le macrisme et les secteurs les plus réactionnaires de la société argentine ».

La déclaration a été reprise par différents médias et également amplifiée sur les réseaux sociaux par les dirigeants et les militants. Aníbal Fernández, ministre de la Sécurité, fait partie de ceux qui s'en font l'écho. Le simple fait de partager la déclaration de l'Appel ont motivé [Fernando Iglesias](#) et Waldo Wolff l'ont accusé d'être antisémite, ignorant le fait qu'il s'agissait d'une déclaration d'une organisation judéo-argentine. En guise de correctif, le premier des parlementaires de Cambiemos a demandé sa destitution à la Chambre des députés. Face à ce délire, plusieurs conseillers conjecturèrent, non sans ironie, que c'était la première fois dans l'histoire qu'on tentait de faire condamner pour antisémitisme quelqu'un qui avait reproduit la déclaration d'une organisation juive. Au-delà de la bêtise, l'opération traitée par la droite locale constitue le prolongement d'un mécanisme déjà utilisé pour persécuter CFK par les [fonds vautours](#). Dans un futur proche, l'ambassadeur Stanley contribuera sans doute à se scandaliser des mêmes critères discriminatoires apocryphes.

L'alliance entre Washington et les groupes communautaires de droite est riche et variée. Des preuves récentes ont pu être détectées en relation avec le débat sur l'étiquetage frontal des aliments. Il y a une semaine, l'un des mentors de l'appel, le panéliste Wolff, a assuré lors d'une de ses nombreuses interventions télévisées qu'il allait sans aucun doute voter en faveur de la loi. Cependant, après plusieurs demandes de sociétés oligopolistiques dont les actionnaires résident aux États-Unis, il a modifié son vote et s'est installé au purgatoire de l'abstention.

Il n'y a pas que la délégation diplomatique de Washington qui est prête à collaborer avec la DAIA, avec le Juntisme et avec le trio de presse de la propagande anti-populaire. Les habitants de Pasteur 633 [AMIA] sont également assistés par l'ambassade de Tel-Aviv, qui protège ses intérêts géopolitiques en s'opposant à ceux qui remettent en cause sa pratique coloniale en Cisjordanie. C'est la raison pour laquelle Israël vote systématiquement et sans équivoque - avec le Royaume-Uni et les États-Unis - contre le droit inaliénable de l'Argentine sur les îles Falkland et les îles de l'Atlantique Sud. Pour être cohérents avec leurs pratiques coloniales, ils s'associent à ceux qui les autorisent à donner une continuité à l'*apartheid* qu'ils exercent sur deux millions de Palestiniens.

De la lutte antifasciste à l'alliance avec les nazis

DAIA est né en 1935 pour affronter le fascisme. Mais elle est devenue une entité alignée avec la plus rétrograde de la droite locale, les héritiers de ceux qui ont distillé les discours judéophobes durant les premières décennies du 20^e siècle. À l'heure actuelle, la communauté juive argentine compte environ 350 000 membres. Un tiers d'entre eux participent au sein d'institutions communautaires - clubs, temples, associations civiles et établissements d'enseignement. Le reste, c'est-à-dire les deux tiers, ne fait partie ou ne fréquente aucune institution de ces entités. Dans le jargon interne, ces derniers sont qualifiés de « non institutionnalisés ».

De plus, toutes les institutions juives ne font pas partie de la DAIA. L'*Appel juif argentin* est l'un de ceux qui restent en dehors du cadre de la droite communautaire. De plus, une grande partie des organisations que la DAIA prétend représenter sont de [véritables](#) tampons en caoutchouc qui n'existent plus depuis plusieurs décennies. Il y a 135 institutions partenaires sur son portail. Parmi elles :

- Beaucoup n'ont pas d'existence réelle depuis des décennies (comme AMZE ou *Comedores Populares*), mais continuent à gonfler la liste pour paraître grande.
- D'autres sont de très petite taille : de petits consortiums composés de deux ou trois personnes, comme [l'Asociación Genealogía Judía De Argentina](#)
- Il existe également des entités commerciales telles que la [Chambre de Commerce Argentino-Israélienne](#), à laquelle participent [Mario Montoto](#) et Sergio Szpolski.
- Et, de manière cariocinétique, il y en a d'autres qui se subdivisent pour fournir une liste plus large (comme le cas de Chabad Lubavitch, qui apparaît comme des organisations différentes selon les lieux : Almagro, Belgrano, etc.).

« Lettres » madrilènes

Pour rendre la surreprésentation trompeuse plus grotesque, la DAIA cache que les mêmes membres des clubs sont ceux qui participent dans les temples et aussi dans les écoles : la même population se multiplie dans divers votes institutionnels pour faire croire à la société qu'ils - en effet - expriment à la majorité de la communauté juive

argentine. Lors de la dernière [assemblée électoral](#), tenue le 26 novembre 2018, 124 votes ont été comptés. Pourtant, les personnes chargées de voter n'étaient que 67. Peu de voix pour se vanter d'une représentativité de 350 000 personnes, a glissé l'un des participants de l'assemblée dans laquelle deux listes s'affrontaient. La mise en scène de sa représentation fictive a été mise en évidence par le fait que ces quelques électeurs ont eu plusieurs voix et ont intronisé Knoblovits avec [83 voix](#) sur les 41 réunies par le représentant de l'orthodoxie AMIA.

Le mois prochain, l'exubérance électorale de l'assemblée électorale de la DAIA sera à nouveau affichée. A cette occasion, il n'y aura qu'une seule liste et l'ancien président de l' [Organisation sioniste argentine](#) , Sergio Pikholtz, ardent défenseur de la politique d'occupation israélienne, sera nommé vice-président. Pendant ce temps, Waldo Wolff - instigateur à l'ombre de l'extrémisme communautaire réactionnaire - diffuse le contenu de sa nouvelle plate-forme latinoaméricaine : la [Charte de Madrid](#), promue par l'association [El Disenso](#) , fondée par le haut dirigeant de VOX, [Santiago Abascal](#).

Parmi les points saillants de l'appel, la Lettre met en garde contre « l'avancée du communisme [qui] constitue une grave menace pour la prospérité et le développement de nos nations, ainsi que pour les libertés et les droits de nos compatriotes ». Les signataires, en plus de Wolff, comprennent :

[Arturo Murillo](#) : ancien ministre du gouvernement de Janine Añez (aujourd'hui arrêté pour le coup d'État de 2019 et accusé de crimes contre l'humanité). Murillo a fui la Bolivie en novembre 2020 et a été arrêté par le FBI, à Miami, en mai 2021 pour corruption, abus de pouvoir, pots-de-vin et blanchiment d'argent, entre autres ;

[Victoria Villarruel](#), présidente de l'Association civile CELTYV, défenseuse du génocide argentin ; et

[Roger Noriega](#), ancien ambassadeur des États-Unis auprès de l'Organisation des États américains (OEA), accusé de favoriser les coups d'État en Amérique latine et actuel lobbyiste des fonds vautours.

Les groupes oligarchiques qui promeuvent un accord ruineux avec le FMI sont les mêmes que ceux qui défendent les entrepreneurs oligopolistiques qui refusent de geler les prix. Et ce sont les mêmes qui s'articulent avec la délégation diplomatique de Washington pour désintégrer l'Amérique latine et saper toute forme de multilatéralisme ou de relations de coopération avec la République populaire de Chine. Ils ne défendent pas les identités. Seuls les intérêts corporatifs et géopolitiques. Avec cette conception, ils sont capables d'utiliser la judéophobie - stigmatisation responsable de l'un des génocides les plus cruels de l'histoire - pour semer la haine et donner une continuité à la persécution de ceux qui cherchent à limiter les privilèges de caste et l'arrogance coloniale.

Jorge Elbaum * pour [El cohete a la luna](#)

[El cohete a la luna](#). Buenos Aires, le 31 octobre 2021

***Jorge Elbaum** est sociologue, Docteur dans Sciences. Économiques. Président du « [Llamamiento Argentino Judío](#) ».

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiassi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 6 novembre 2021

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] Horacio Antonio Rodríguez Larreta est un homme politique et économiste argentin, actuel Chef du Gouvernement de la Ville Autonome de Buenos Aires depuis le 10 décembre 2015.